

Vu l'urgence motivée par le fait qu'il faut donner sans délai les moyens à l'administration d'exécuter les dispositions de l'arrêté royal du 6 mars 1991 portant augmentation du montant minimum garanti des pensions de retraite et de survie pour travailleurs salariés;

Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions et de Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 3, § 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal du 17 février 1981 est remplacé par la disposition suivante :

« Pour l'application des dispositions de l'arrêté royal du 6 mars 1991 portant augmentation du montant minimum garanti des pensions de retraite et de survie pour travailleurs salariés, il n'est pas tenu compte des dispositions visées à l'article 1er, §§ 2 et 3, lorsque le montant de la pension correspond au 30 septembre 1991, à au moins le montant minimum garanti, visé aux articles 152 et 153 de la loi précitée du 8 août 1980, tel qu'il était fixé avant son augmentation par l'arrêté royal précité du 6 mars 1991, multiplié par la fraction qui a servi de base pour le calcul de cette pension. »

Art. 2. A l'article 5 du même arrêté royal du 17 février 1981 les mots « 12 octobre 1989 » sont remplacés par les mots « 6 mars 1991 ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur au 1er octobre 1991.

Art. 4. Notre Ministre des Pensions et Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 5 août 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,

G. MOTTARD

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,

Mme L. DETIEGE

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de administratie zonder verwijl in staat moet worden gesteld uitvoering te verlenen aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 6 maart 1991 tot verhoging van het gewaarborgd minimumbedrag van het rust- en overlevingspensioen voor werknemers;

Op de voordracht van Onze Minister van Pensioenen en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 3, § 1, tweede lid van het koninklijk besluit van 17 februari 1981 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor de toepassing van de bepalingen van het koninklijk besluit van 6 maart 1991 tot verhoging van het gewaarborgd minimumbedrag van het rust- en overlevingspensioen voor werknemers wordt geen rekening gehouden met de bepalingen bedoeld in artikel 1, §§ 2 en 3, wanneer het bedrag van het pensioen op 30 september 1991 overeenstemt met ten minste het gewaarborgd minimum bedrag, bedoeld in de artikelen 152 en 153 van de voornoemde wet van 8 augustus 1980, zoals het vóór de verhoging ervan bij het voornoemde koninklijk besluit van 6 maart 1991 was vastgesteld, vermenigvuldigd met de breuk die als basis diende voor de berekening van dat pensioen. »

Art. 2. In artikel 5 van hetzelfde koninklijk besluit van 17 februari 1981 worden de woorden « 12 oktober 1989 » vervangen door de woorden « 6 maart 1991 ».

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1991.

Art. 4. Onze Minister van Pensioenen en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 5 augustus 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,

G. MOTTARD

De Staatssecretaris voor Pensioenen,

Mevr. L. DETIEGE

F. 91 — 2394

5 AOUT 1991. — Arrêté royal portant création, auprès de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, d'un comité technique relatif au régime des pensions du personnel communal

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, notamment l'article 32, modifié par les lois du 4 juillet 1969, du 23 décembre 1974, du 5 janvier 1976 et du 1er août 1985, et par l'arrêté royal du 23 octobre 1989;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment les articles 7, 8 et 22;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales du 15 juin 1987;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Ministre de l'Intérieur, et de Notre Ministre des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Il est créé au sein de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, ci-après dénommé « l'Office national », un comité technique qui, en vue d'éclairer le comité de gestion dans sa mission, est chargé :

1° de vérifier les éléments de la rémunération, les services qui ont donné lieu à l'affiliation au régime commun des pouvoirs locaux, ainsi que la concordance entre les éléments de la rémunération à prendre en compte pour le calcul de la pension et les cotisations versées au régime;

N. 91 — 2394

5 AUGUSTUS 1991. — Koninklijk besluit tot instelling bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten van een technisch comité inzake de pensioengeregeling van het gemeentepersoneel

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, inzonderheid op artikel 32, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1969, 23 december 1974, 5 januari 1976 en 1 augustus 1985, en bij het koninklijk besluit van 23 oktober 1989;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale verzorging, inzonderheid op de artikelen 7, 8 en 22;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten van 15 juni 1987;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken, van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, en van Onze Minister van Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, hierna « de Rijksdienst » genoemd, wordt een technisch comité ingesteld, dat, om het beheerscomité bij zijn taak behulpzaam te zijn, belast is met :

1° de elementen van het loon te onderzoeken, de diensten die aanleiding gegeven hebben tot de aansluiting bij het gemeenschappelijk stelsel van de plaatselijke besturen evenals de overeenstemming tussen de elementen van het voor de berekening van het pensioen in acht te nemen loon en de aan het stelsel gestorte bijdragen;

2° d'exercer un contrôle sur la répartition de la dépense annuelle des pensions;

3° d'émettre un avis sur toutes les questions en rapport avec le régime des pensions du personnel des administrations provinciales et locales, affiliées à l'Office national;

4° de faire des propositions concernant le régime des pensions du personnel précité.

Ces avis ou propositions sont émis d'office ou à la demande du comité de gestion de l'Office; ils sont remis à ce dernier.

Art. 2. Le Comité technique se compose :

1° du président du comité de gestion de l'Office national, qui assume la présidence;

2° de cinq membres représentant les autorités des administrations locales affiliées en matière de pension à l'Office national;

3° de cinq membres des organisations représentatives des travailleurs, qui sont représentées au comité de gestion de l'Office national;

4° d'un membre présenté par le Ministre des Affaires sociales;

5° d'un membre présenté par le Ministre de l'Intérieur;

6° d'un membre présenté par le Ministre qui a les pensions dans ses attributions;

7° de l'administrateur général et de l'administrateur général adjoint de l'Office national;

8° de deux fonctionnaires de l'administration des pensions.

Le secrétariat du comité technique est assuré par un fonctionnaire de l'Office national, désigné par le comité de gestion.

Art. 3. Le mandat des membres du comité technique expire en même temps que celui des membres du comité de gestion de l'Office national.

Il peut être renouvelé.

Le membre qui cesse de faire partie du comité technique avant l'expiration de son mandat, est remplacé dans les trois mois. Le nouveau membre achève le mandat de celui qu'il remplace.

Art. 4. Les membres du comité technique visés à l'article 2, sub 2° et 3° ont voix délibérative.

Les autres membres ont voix consultative.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, les séances sont présidées par le membre le plus ancien choisi à tour de rôle parmi les membres représentant les autorités des administrations locales et parmi les membres représentant les organisations de travailleurs. A ancienneté égale, le membre le plus âgé sera préféré.

Le membre qui assure la présidence conserve voix délibérative.

Art. 5. Le comité technique ne peut délibérer que si la moitié des membres sont présents.

En cas de parité de voix, le texte mis en délibération est rejeté.

Art. 6. Le comité technique se réunit chaque fois qu'il y a lieu et en principe, une fois par mois.

Il peut également être convoqué à la demande du Ministre des Affaires sociales, du Ministre de l'Intérieur ou du Ministre qui a les pensions dans ses attributions.

Art. 7. Les frais d'administration du comité technique sont à charge de l'Office national.

Art. 8. Le président et les membres du comité technique mentionnés à l'article 2, alinéa 1er, à l'exception des fonctionnaires, bénéficient des dispositions en vigueur pour les membres du comité de gestion en ce qui concerne les jetons de présence et les frais de séjour et de déplacement.

Art. 9. Dans l'arrêté royal du 26 décembre 1938 relatif au régime des pensions du personnel communal, le chapitre II du titre II, comprenant l'article 114, modifié par l'arrêté royal du 2 avril 1979, et les articles 115 à 124, modifiés par l'arrêté royal du 23 décembre 1969, est abrogé.

2° het uitoefenen van toezicht op het omslaan van de jaarlijkse pensioenuitgave;

3° het verstrekken van advies over alle kwesties in verband met de pensioenregeling van het personeel van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, aangesloten bij de Rijksdienst;

4° het doen van voorstellen in verband met de pensioenregeling van het voornoemde personeel.

Die adviezen of voorstellen worden ambtshalve of op verzoek van het beheerscomité van de Rijksdienst verstrekt; ze worden aan dat comité bezorgd.

Art. 2. Het technisch comité bestaat uit :

1° de voorzitter van het beheerscomité van de Rijksdienst, die het voorzitterschap waarneemt;

2° vijf vertegenwoordigers van de overheden van de lokale besturen, bij de Rijksdienst aangesloten inzake pensioen;

3° vijf vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties die in het beheerscomité van de Rijksdienst vertegenwoordigd zijn;

4° een lid voorgedragen door de Minister van Sociale Zaken;

5° een lid voorgedragen door de Minister van Binnenlandse Zaken;

6° een lid voorgedragen door de Minister tot wiens bevoegdheid de pensioenen behoren;

7° de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal van de Rijksdienst;

8° twee ambtenaren van de administratie der pensioenen.

Het secretariaat van het technisch comité wordt waargenomen door een ambtenaar van de Rijksdienst die aangewezen wordt door het beheerscomité.

Art. 3. Het mandaat van de leden van het technisch comité vervalt terzelfdertijd als dit van de leden van het beheerscomité van de Rijksdienst.

Het kan vernieuwd worden.

Het lid dat vóór de beëindiging van zijn mandaat ophoudt van het technisch comité deel uit te maken, wordt binnen drie maanden vervangen. Het nieuwe lid voltooit het mandaat van het lid dat hij vervangt.

Art. 4. Zijn stemgerechtigd, de leden van het technisch comité bedoeld in artikel 2, sub 2° en 3°.

De andere leden hebben een raadgevende stem.

Bij afwezigheid of verhinderd van de voorzitter, worden de vergaderingen voorgezeten door het lid met de grootste anciënniteit dat beurtelings wordt aangewezen onder de leden die de overheden van de lokale besturen vertegenwoordigen en onder de leden die de werknemersorganisaties vertegenwoordigen.

Het lid dat het voorzitterschap uitoefent, blijft stemgerechtigd.

Art. 5. Het technisch comité kan slechts beraadslagen wanneer de helft van de leden aanwezig is.

Bij staking van stemmen wordt de tekst waarover beraadslaagd is, verworpen.

Art. 6. Het technisch comité vergadert telkens als daartoe aanleiding bestaat, en in principe eenmaal per maand.

Het kan ook samengeroepen worden op verzoek van de Minister van Sociale Zaken, van de Minister van Binnenlandse Zaken of van de Minister tot wiens bevoegdheid de pensioenen behoren.

Art. 7. De beheerskosten van het technisch comité vallen ten laste van de Rijksdienst.

Art. 8. Voor de voorzitter en leden van het technisch comité bedoeld in artikel 2, eerste lid, met uitzondering van de ambtenaren, gelden de bepalingen die voor de leden van het beheerscomité van kracht zijn wat betreft de presentiegelden en de reis- en verblijfskosten.

Art. 9. In het koninklijk besluit van 26 december 1938 betreffende de pensioenregeling van het gemeentepersoneel wordt hoofdstuk II van titel II, bestaande uit artikel 114, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 april 1979, en de artikelen 115 tot 124, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 december 1969, opgeheven.

Art. 10. Notre Ministre des Affaires sociales, Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre des Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 5 août 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires Sociales,
Ph. BUSQUIN
Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBACK
Le Ministre des Pensions,
G. MOTTARD

Art. 10. Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 5 augustus 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Sociale Zaken,
Ph. BUSQUIN
De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBBACK
De Minister van Pensioenen,
G. MOTTARD

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 91 — 2395

4 AVRIL 1991. — Arrêté royal
portant désignation des services hospitaliers universitaires
de l'Université de Liège

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 5, § 1er, 1, 1^o, g;

Vu la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1980 fixant le nombre de lits qui est d'application pour la programmation des hôpitaux universitaires;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 1978 fixant les conditions de désignation en qualité d'hôpital ou service hospitalier universitaire;

Vu la proposition des autorités académiques de l'Université de Liège;

Vu l'avis du Conseil national des Etablissements hospitaliers;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Sont désignés en qualité de service hospitalier universitaire, pour le nombre de lits mentionné, les services suivants :

Programmation : 935 lits

1. Au Centre hospitalier Hutois :

à partir du 1er janvier 1990 :

Chirurgie	index C	20 lits
2. Au Centre universitaire du Sart-Tilman :		
à partir du 1 ^{er} décembre 1989 :		
Neuro-psychiatrie	index A	30 lits
Chirurgie	index C	264 lits
Médecine interne	index D	285 lits
Pédiatrie	index E	45 lits

604 lits

à partir du 1er novembre 1990 :

Neuro-psychiatrie	index A	0 lits
Chirurgie	index C	264 lits
Médecine interne	index D	285 lits
Pédiatrie	index E	45 lits

594 lits

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 91 — 2395

4 APRIL 1991. — Koninklijk besluit
houdende aanwijzing van universitaire ziekenhuisdiensten
voor de « Université de Liège »

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, 1, 1^o, g;

Gelet op de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1980 tot vaststelling van het maximum aantal bedden dat van toepassing is voor de programmatie van universitaire ziekenhuizen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 november 1978 tot vaststelling van de voorwaarden om te worden aangewezen als universitair ziekenhuis of als universitaire ziekenhuisdienst;

Gelet op het voorstel van de academische overheid van de « Université de Liège »;

Gelet op het advies van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De hiernavolgende diensten, beperkt tot het vermelde aantal bedden, worden aangewezen als universitaire ziekenhuisdiensten :

Programmatie : 935 bedden

1. In het « Centre hospitalier Hutois » :

vanaf 1 januari 1990 :

Heelkunde	index C	20 bedden
2. In het « Centre universitaire du Sart-Tilman » :		
vanaf 1 december 1989 :		
Neuro-psychiatrie	index A	30 bedden
Heelkunde	index C	264 bedden
Interne-geneeskunde	index D	285 bedden
Kindergeneeskunde	index E	45 bedden

604 bedden

vanaf 1 november 1990 :

Neuro-psychiatrie	index A	0 bedden
Heelkunde	index C	264 bedden
Interne geneeskunde	index D	285 bedden
Kindergeneeskunde	index E	45 bedden

594 bedden